

ÉDITORIAL
JOAN CONDIJTS
Rédacteur en chef

Changer pour que rien ne change

Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change». Elio Di Rupo a lu ou vu le Guépard de Giuseppe Tomasi di Lampedusa (ou de Luchino Visconti pour l'adaptation sur grand écran) et sa célèbre réplique. Une sentence qui, revue pour l'occasion, sonnerait de la manière suivante: parce que le Parti socialiste entend rester un parti de pouvoir et ne pas sombrer comme son voisin français, son président a lancé une réforme profonde de son programme.

Sain pour le débat démocratique, peut-être salutaire (l'électeur jugera), le brassage d'idées débouche sur «170 engagements» soumis ce week-end au peuple rouge. À gauche toute? L'ombre du PTB qui plane sur le grand parti aujourd'hui déchu dans les sondages a-t-elle poussé les socialistes à radicaliser leurs positions? Si la centaine de

pages comporte quelques propositions où la tonalité se veut plus vive, la ligne générale ne verse pas dans la surenchère. Relevons très subjectivement deux points.

Le premier surfe sur l'ignorance économique: l'interdiction des licenciements collectifs dans les sociétés qui engrangent des bénéfices. Le PS cible les méchants actionnaires qui ne pensent qu'à leurs dividendes et flinguent les pauvres travailleurs. Cette dérive capitaliste existe mais ériger une telle interdiction en loi consiste à répondre à des excès par un autre excès dont les effets peuvent être extrêmement pervers. De nombreuses entreprises sont contraintes de licencier pour préserver, sans doute des dividendes, certainement et paradoxalement de l'emploi aussi. Car c'est quand les bénéfices baissent et que le modèle est en danger qu'il faut agir et non quand la société est en pertes. Quand la faillite menace, il

est souvent trop tard.

Le second concerne la laïcité que le PS réaffirme comme «condition du vivre-ensemble», reléguant les pratiques religieuses dans le champ qui doit être le leur – la sphère privée – et réclamant la protection des individus contre un prosélytisme «intrusif». La gauche s'est souvent déchirée sur la mise en œuvre de ce principe, ouvrant régulièrement la porte à des accommodements dits «raisonnables», sous le couvert d'arguments fallacieux, tels que l'anticolonialisme, ou relevant d'un relativisme multiculturaliste générateur d'une société cloisonnée. Il sera intéressant de voir si cet encadrement du fait religieux trouve grâce aux yeux des militants et surtout si les élus socialistes le mettront en œuvre. Ou, à l'instar de leurs camarades des mutuelles, s'attaqueront à des symboles qui ont perdu leur valeur religieuse, tels que la mitre de Saint-Nicolas...